

Le décumul intégral gagne des partisans

Une tripartite MR-cdH-Ecolo en phase de (pré)test

Un premier round de contacts a démarré, ce mercredi, 48 heures après le déclenchement de la crise wallonne et bruxelloise. Benoît Lutgen a vu Olivier Chastel dans un climat serein. Mais le plus dur reste à venir.

On est encore loin de négociations en bonne et due forme. Très loin, même. N'empêche : deux jours après avoir déclenché la crise, Benoît Lutgen a entamé son premier round de « dialogue constructif » avec ses homologues, ce mercredi. Olivier Chastel (MR) a ouvert le bal. Zakia Khattabi et Patrick Dupriez (Ecolo) suivront ce matin. Pour Olivier Maingain (Défi), cela reste flou (lire par ailleurs).
Tendance générale ? Un débat qualifié de cordial et serein, si l'on en croit plusieurs initiés. Lutgen s'est d'abord expliqué sur les raisons qui l'ont poussé à retirer la prise. Puis tous deux ont balayé les trois niveaux de pouvoir concernés, sans entrer dans les détails. Ils ont aussi convenu de

se focaliser sur l'avenir, laissant de côté leurs différends, parfois lourds, du passé.

LEADERSHIP

Côté libéral, il en faudra plus pour apaiser les craintes. Et notamment, tôt ou tard, que le cdH accepte de céder son leadership du moment, le MR étant bien plus en position de force que lui, ne serait-ce que sur un plan thématique. Mais Olivier Chastel n'est pas pressé. Il ne sortira du bois pour s'introniser formateur que lorsque les conditions du succès seront suffisamment réunies.

Et on en est loin. Ecolo a dévoilé hier une « révolution éthique » particulièrement détonante. Ses présidents la détailleront à Lutgen ce matin. Ils en font un préalable à toute autre négociation. « Mais tout n'est pas à prendre ou à laisser, ce qu'on veut c'est un accord sur assez de choses très significatives », assure un Vert.

Le décumul intégral des mandats y occupe une place de choix (lire

ci-contre). Imbuvable ? Le scénario semble étonnamment gagner chaque jour davantage de partisans, tant au MR qu'au cdH. « On est bien conscients que la Wallonie et Bruxelles ont besoin d'une révolution, notamment là-dessus », reconnaît ce libéral de poids. « Un momentum comme aujourd'hui ne se présentera pas deux fois, mais cela nécessitera aussi des efforts de notre part », confirme un cdH qui compte.

Une majorité MR-CDH étant très étriquée au niveau wallon, Benoît Lutgen fera tout pour convaincre les écolos de rejoindre l'attelage. Ce serait d'autant plus utile qu'au niveau de la Communauté française, les deux premiers larrons n'auraient cette fois pas de majorité. Alors qu'avec Ecolo bien.

PÉTAUDIÈRE BRUXELLOISE

Reste à solutionner Bruxelles, dont Benoît Lutgen a visiblement sous-estimé la pétaudière, en décidant de jeter le PS. C'est que là-bas, Défi est incontournable. Et

que les relations humaines y sont délétères, entre ténors. Certains libéraux et ex-FDF ne se parlent quasiment plus. Olivier Maingain voue une profonde inimitié à Joëlle Milquet, d'où son exigence qu'elle soit écartée de la vie politique en guise de préalable. Mais il s'entend par contre assez bien avec Laurette Onkelinx, qui du coup s'accroche à son seul espoir de maintien.

Tous deux avaient d'ailleurs été vite en besogne pour écarter le MR des responsabilités, au lendemain des précédentes élections. Reste que, sauver aujourd'hui le PS de l'opposition alors qu'on a pour première revendication un comportement éthique irréprochable paraîtrait pour le moins saugrenu, pour rester poli.

N'empêche : voir une majorité différente s'installer à Bruxelles par rapport à Namur ou à la Communauté française n'est pas un scénario à écarter. Ce serait d'ailleurs loin d'être une première... ●

CHRISTIAN CARPENTIER

Olivier Maingain

« Je suis prêt à un accord sans le PS »

Dans quel état d'esprit Olivier Maingain est-il, 48 heures après le début de la crise ? « Comme mon parti : très lucide et très déterminé », rétorque le président de Défi. « Nous ne voulons pas que ceci devienne une crise institutionnelle, dont les Flamands s'empareraient pour tenter d'en tirer avantage ! »

➤ Les gouvernements sont quand même bloqués...

« Pas du tout ! Un gouvernement peut prendre ses décisions à la majorité des voix, je suppose que le cdH le sait. Pour le reste, Benoît Lutgen a pris une décision

abrupte et unilatérale en raison, dit-il, de problèmes éthiques. Qu'il sache que cela s'applique à tout le monde, et qu'il en tire les conclusions et écarte les gens problématiques chez lui aussi. »

➤ Cela reste une condition sine qua non ?

« Notre intergroupe parlementaire l'a réitéré ce mercredi midi. Pour les citoyens, il serait insupportable qu'on édicte de nouvelles règles — nécessaires — de

bonne gouvernance puis que les mêmes restent aux affaires ou dans les coulisses. Nous ne pourrions accepter un quelconque accord si on ne dégage pas ces personnes ! Il faut tout nettoyer, tant au cdH qu'au MR ou au PS ! »

➤ Qui visez-vous, au PS ?

« Incontestablement pas seulement Yvan Mayeur et Pascale

Peraïta. Quand je vois le nombre de mandats de M^{me} Hariche, qui est à la Ville, il faut cela cesse ! »

➤ Et Rudi Vervoort, objet d'une information judiciaire ?...

« À ce stade, les faits ne me semblent pas importants ni confirmés. Mais si cela devait prendre de l'ampleur, il y aura un problème également. Il faudra que le couperet tombe aussi. »

➤ **Olivier Chastel vous demande de revenir à la table des discussions, de ne pas tomber dans une guerre d'ego...**

« Je n'ai jamais refusé le moindre contact. Mais il faut un peu de respect des procédures. On doit vider notre question préalable sur l'éthique. Puis nous viendrons avec d'autres demandes, notamment la gouvernance. »

➔ **Benoît Lutgen dit que vous ne décrochez plus votre téléphone...**

« Il ne m'a pas appelé ce mercredi. Hier, c'est moi qui ai essayé. Je suis tombé sur sa boîte vocale. Elle était pleine. »

➔ **Le cdH vous suspecte de vouloir récupérer le PS...**

« Que je sache, c'est le cdH qui a choisi d'avoir un contact privilégié avant la crise avec le MR. Nous sommes loyaux à l'égard

des trois partis traditionnels. Mais nous restons libres et indépendants. »

➔ **Jusqu'à envisager une majorité sans le PS ?**

« Bien entendu ! Nous y sommes prêts, comme à toutes les autres formules ! Il n'y a aucun problème là-dessus ! »

➔ **Une solution au survol de Bruxelles, est-ce un préalable ?**

« Non, ça ne l'est pas. Mais j'avertis nos partenaires que si nous en venons à aborder les autres questions de fond, ils n'y échapperont pas. Notre ligne sera celle des bourgmestres des 19 communes : plus de vols de nuit entre 22h et 7h. »

➔ **Avec le MR, vos relations**

restent très complexes...

« On dit ça. Mais nous avons conclu des majorités locales avec eux quelques mois après notre séparation. Nous ne sommes pas dans une logique de revanche. Le MR est inélégant et grippe-sous en ne payant pas ce que la Justice lui a dit. Mais ce n'est nullement un préalable. Notre parti vit pauvrement, mais à l'inverse des autres, nous assumons nos convictions sans penser toujours à l'argent. » ●

INTERVIEW > CHRISTIAN CARPENTIER

17 propositions d'Ecolo pour « refonder la démocratie »

« Une crise d'une ampleur sans précédent de notre système démocratique ». Et une « urgence à refonder la démocratie ». C'est ainsi qu'Ecolo présente les 17 mesures de nouvelle gouvernance dont il exige l'examen avant tout départ de négociation.

Elles sont réparties en trois chapitres. Le premier concerne l'éthique des mandataires. Les Verts veulent la renforcer via un décumul intégral des mandats mais aussi un plafonnement des rémunérations des mandataires publics à 100 % de l'indemnité parlementaire (au lieu de 150 % aujourd'hui), en y incluant désormais les rémunérations privées également.

SUPPRIMER LES PROVINCES

Ces mêmes émoluments devront désormais être rendus publics. Ecolo demande aussi d'ériger en infraction pénale toute intervention au bénéfice de dossiers individuels. Deuxième chapitre : la gouvernance. Dépolitisation des

nomination de fonctionnaires, composition du gouvernement de la Communauté française sur base de ceux des Régions, suppression des provinces et diminution de 30 % du nombre d'échevins y occupent une place de choix. La création d'une circonscription régionale pour l'élection d'une partie du Parlement wallon également.

Troisième et dernier chapitre : la démocratie ci-

toyenne. Ici, on retrouve la demande d'organiser de vraies consultations populaires régionales — par exemple sur des traités comme le Ceta — d'initiative parlementaire ou citoyenne. Ces mêmes citoyens doivent aussi pouvoir proposer des décrets, et faire partie du Parlement via un tirage au sort. Ecolo veut aussi ouvrir totalement l'information officielle au citoyen. ●

CH. C.

En 2013, il était bourgmestre et sénateur, malgré des statuts de la Fédé PS carolo qui l'interdisaient

Quand le cumul ne dérangeait pas Magnette...

Paul Magnette se veut actuellement à la pointe du combat contre le cumul des mandats. Alors que d'autres sont pour des mesures plus tièdes, il désire, ni plus ni moins, le décumul intégral, au risque de se heurter à la résistance de députés bourgmestres de son propre parti. Dans ce contexte, certains n'hésitent pas à persifler sa double casquette de ministre-président wallon/mayeur empêché de Charleroi. Surtout, d'autres rappellent qu'il ne s'est pas toujours montré aussi catégorique. Ainsi, début 2013, l'homme fort du Pays Noir officiait comme président du Parti socialiste. Surtout, il combinait les fonctions de bourgmestre et de sénateur, malgré l'article 41 des statuts de sa fédération qui interdisait des cumuls « dans des villes de

plus de 50.000 habitants». « C'est vrai qu'il y a un conflit. Cela provient effectivement des statuts de la Fédération de Charleroi, qui sont les seuls à prévoir cette incompatibilité », réagissait à l'époque le porte-parole du parti, visiblement gêné aux entournures, qui expli-

Les statuts de la Fédé PS carolo qui empêchaient le cumul ont été modifiés

quait aussi que les choses étaient en voie de modification. Avant le problème concernant Paul Magnette, d'autres avaient

déjà bénéficié de dérogations en 2007 ou en 2009. Il en a alors demandé une à son tour. Et presque dans le même temps, cette interdiction du cumul au sein de la Fédé carolo disparaissait purement et simplement.

« **UNE UNIFORMISATION** »

« Autre temps, autres mœurs comme disent certains. À ce moment-là, on assistait plutôt à un phénomène global de reconcentration des pouvoirs », explique un brillant analyste de la vie politique belge.

Contrairement à ce qu'on peut voir aujourd'hui, l'homme fort du Pays Noir n'avait donc pas essayé que chacun suive les Carolos dans leur raisonnement du décumul intégral.

Du côté du PS pourtant, on se veut

très serein, à l'image de Laurent Pham, le secrétaire de la Fédé carolo. « À l'époque, la dernière modification des statuts de notre Fédération remontait à 2001 et ceux-ci comportaient plein d'anomalies qui les rendaient complètement obsolètes. Par exemple, aucun candidat ne pouvait avoir plus de soixante ans. Quant à l'interdiction de cumul, elle datait du temps d'Andre Cools. Il avait instauré ça dans tout le parti et seul Charleroi l'avait laissé dans son règlement. » D'autres fédérations s'en seraient même inquiétées. « Nous avons alors refondu nos statuts, afin de les uniformiser avec les textes nationaux. »

Et il poursuit, dans la même optique: « Nous n'avons pas modifié la règle pour Paul Magnette. Les statuts nationaux primaient de toute façon sur ceux de la Fédération et ils autorisaient sa situation, il ne commettait donc aucune infraction. »

Reste que, vu a posteriori, tout cet épisode provoquera sans doute un sourire en coin chez quelques-uns de ses détracteurs, y compris à l'intérieur de son propre parti où, comme déjà évoqué, ses dernières prises de position n'ont pas forcément été suivies par tous... ●

LOÏC DÉVIÈRE

André Flahaut se fâche**L'attitude de Benoît Lutgen ? « C'est du gangstérisme »**

« C'est du gangstérisme, un hold-up sur la démocratie wallonne par un parti qui ne représente plus qu'une petite partie des Wallons. » « Il y a une absence totale de sens de l'État, c'est incompréhensible ». André Flahaut, ministre PS du Budget et de la Fonction publique de la Communauté française, n'a pas de mots assez durs pour qualifier l'attitude de Benoît Lutgen et du cdH. Alors que, dans des cabinets socialistes, on commence à passer des documents à la broyeuse (des notes politiques...), le travail se poursuit puisque, rappelés-le, les gouvernements ne sont pas démissionnaires. André Flahaut a déposé hier au parlement de la Communauté la note pour l'ajustement budgétaire. Que va devenir cet ajustement? « Il y a dedans une foule de choses décidées par le gouvernement », dit-il. « Mais ça va deve-

nir quoi ? Je parle par exemple d'un budget pour aider les directions d'écoles (7,2 millions, NDIR), un renforcement de l'encadrement dans le maternel (5,5 millions), la rénovation d'espaces scolaires, les cantines. (...) Il y a d'autres dossiers importants. Pour ne prendre qu'un exemple : le marché des fournitures d'énergie des bâtiments scolaires. On pourrait passer à côté d'une économie de 5 à 6 millions d'euros. Je ne crache pas sur une économie pareille... » Autre conséquence du « pari » de Benoît Lutgen de « retirer la prise » : une série de textes pourraient ne pas aboutir.

RÉFORME AU PLACARD ?

André Flahaut venait de mettre la dernière main à une réforme de la fonction publique communautaire qui lui tenait à cœur. Et à celui de collaborateurs manifestement dépités. « Le 23 juin, c'est la journée des Nations unies pour la fonction publique », reprend le ministre. Qui note que l'image des fonctionnaires s'est fortement écornée auprès du public. Et livre un chiffre assez interpellant sur l'absentéisme des agents de la Communauté française : plus de 8 %. « Oui, c'est beaucoup. Mais justement, avec les organisations syndicales, nous nous sommes attachés à mettre au point

une réforme destinée à améliorer leurs conditions de travail. Beaucoup des absents de longue durée sont victimes de burn-out. Les gens ne rechignent pas au travail, il faut insister là-dessus, mais il faut s'employer à améliorer leurs conditions. »

ELIO CAPITAINÉ

André Flahaut retournera au parlement fédéral si une nouvelle majorité se met en place. Mais il ne décolère pas contre le cdH et son président. « Ce sont des gens (le président et quelques-uns autour de lui) qui se rendent compte au bout de 30 ans qu'ils gouvernent avec des gens dégoûtants ? Mais je ne suis pas dégoûtant, moi ! Et puis, quand on monte à un poteau de téléphone, il ne faut pas avoir de trou à son pantalon ! »

Une allusion au fait que le cdH traîne aussi derrière lui quelques casseroles. « Oui, des fautes ont été commises », admet M. Flahaut. « Mais dans l'ensemble des formations. Nous, nous avons pris des mesures. Et les autres, l'ont-ils fait ? » Il conserve sa confiance à Elio Di Rupo et craint que la décision de Benoît Lutgen ne freine de nouveaux investisseurs en Wallonie. ●

BENOÎT JACQUEMART

Wallonie – Crise politique

Le SMS prémonitoire de Happart à Marcourt

Nous sommes le lundi 15 mai dernier. Il est très précisément 11h22. José Happart prend son GSM et décide d'envoyer un SMS à Jean-Claude Marcourt. Un SMS resté sans réponse de la part du très probable futur ex-ministre de l'Économie en Wallonie, mais qui se révèle aujourd'hui carrément prémonitoire. En substance, voici ce que le hérisson fouronnais envoyait au socialiste liégeois : « *Je crois que les attaques en ligne du cdH contre le PS préparent la mise de côté du PS par le cdH* ».

« LUTGEN VA FOIRER »

À peine un mois plus tard, soit le 19 juin sur le coup de 13h30, Benoît Lutgen annonce qu'il ne veut plus être au pouvoir avec le PS dans aucun gouvernement, que ce soit en Wallonie, à Bruxelles,

en Communauté française.

José Happart jette un regard très critique sur le geste posé par le président des centristes. « *Lutgen va foirer son coup et est aussi mort que Di Rupo [...]. Il a tué son parti.* » Le Fouronnais poursuit : « *Là, cela ne peut plus faire de doute, Di Rupo doit quitter la présidence du Parti socialiste. Et Jean-Claude Marcourt doit négocier directement avec Olivier Chastel.* »

Celui qui occupe désormais la présidence ff de Liege Airport suite à la démission de Marie-Dominique Simonet de ce poste déplore également le climat actuel de surenchère au sein de certaines familles politiques. « *C'est à celui qui ira le plus loin possible. S'il faut être député pour 2.000 € par mois sans perspective d'évolution salariale, qui voudra encore s'engager ? Au-*

jourd'hui, il faudrait que tout travail politique soit gratuit. Mais où va-t-on ? » Et de rappeler, à destination de son propre parti, que « *dans les années 80, Jean-Maurice Dehousse avait déjà fixé comme limite pour le cumul la barre des 50.000 habitants.* »

L'intéressé n'apprécie pas non plus l'exigence d'Olivier Maingain qui veut la tête de Joëlle Milquet avant toute discussion. « *Etsi M^{me} Milquet devait être acquittée, que fait-on ? On prévoit une indemnité ?* », conclut José Happart. ●

GASPARD GROSJEAN